

Réseau ferré de France

**Décision du 2 avril 2004
portant délégation de signature
NOR : *EQUT0410257S***

Le président de Réseau ferré de France,
Vu la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public Réseau ferré de France en vue du renouveau du transport ferroviaire ;
Vu le décret n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France, et notamment son article 39 ;
Vu le décret du 12 juillet 2002 portant nomination du président de Réseau ferré de France ;
Vu la délibération du conseil d'administration en date du 9 juillet 2002 par laquelle ledit conseil a délégué une partie de ses pouvoirs à son président, et a défini les principes de délégation de compétences du président à certains responsables de l'établissement ;
Vu la décision du 25 mars 2004 portant organisation de Réseau ferré de France ;
Vu la décision du 1^{er} février 2001 portant nomination de M. Trannoy (Patrick) en qualité directeur des opérations LGV Est européenne ;
Vu la décision du 6 mars 2000 portant nomination de M. Cuccaroni (Alain) en qualité d'adjoint au directeur des opérations LGV Est européenne,
Décide :

Article 1^{er}

Autorisation est donnée à M. Trannoy (Patrick), directeur des opérations LGV Est européenne, pour passer tout marché ainsi que les avenants dans les limites suivantes :

- 7,6 millions d'euros pour les marchés de travaux, de fournitures ou de services autres que prestations intellectuelles, liés à des opérations d'investissement ;
- 1,5 million d'euros pour les marchés de prestations intellectuelles liés à des opérations d'investissement ;
- 0,09 million d'euros pour les marchés liés au fonctionnement de l'établissement.

Article 2

Autorisation est donnée à M. Trannoy (Patrick) pour passer :

- tout contrat, autre que ceux visés à l'article 1^{er}, convention, mandat ou protocole, ou de leurs avenants, dont le montant ne dépasse pas 1,5 million d'euros ;
- toute convention de financement des « opérations pour tiers » dans le cadre de la réalisation de la LGV Est européenne dont le montant ne dépasse pas 3 millions d'euros.

Article 3

Délégation est donnée à M. Trannoy (Patrick), pour signer :

1. Tout contrat, autres que ceux visés à l'article 1^{er}, convention (à l'exception des conventions de financement), mandat ou protocole, ou de leurs avenants, dont le montant ne dépasse pas 1,5 million d'euros ;
2. Toute convention de financement des « opérations pour tiers » dans le cadre de la réalisation de la LGV Est européenne dont le montant ne dépasse pas 3 millions d'euros ;
3. Tout acte lié à une opération d'acquisition, d'aliénation, de cession ou d'échange d'immeubles dont le montant ne dépasse pas 1,5 million d'euros. Cette délégation est accordée sans limitation de montant pour les opérations relatives à des propriétés ou parties de propriété figurant dans une enquête parcellaire ou pouvant l'être au titre d'un projet déclaré d'utilité publique ;
4. Toute demande d'autorisation administrative ou de lancement d'une procédure administrative nécessaire à la réalisation d'une opération d'investissement.

Article 4

Délégation est donnée à M. Trannoy (Patrick), au titre des opérations foncières nécessaires à la réalisation de la LGV Est européenne, pour signer :

1. Toute convention d'occupation temporaire et convention de forage qui confèrent à RFF un droit d'occupation, dont le montant ne dépasse pas 1,5 million d'euros ;

2. Toute convention d'indemnisation et tout bulletin d'indemnité liés à la réalisation de l'ouvrage ;
3. Pour les propriétés ou parties de propriété soumises à enquête parcellaire ou pouvant l'être au titre du projet déclaré d'utilité publique, tout bulletin d'éviction, bulletin d'indemnité de privation de jouissance, quittance d'indemnité et autre convention d'indemnisation, dont le montant ne dépasse pas 1,5 million d'euros ;
4. Les décisions d'agir en justice, les mémoires en défense, ainsi que les désistements d'action, lorsque l'enjeu financier n'excède 1,5 million d'euros ;
5. Les mémoires complémentaires, en observations ou en réplique, sans limitation de montant.

Article 5

Délégation est donnée à M. Trannoy (Patrick), dans le cadre des stipulations des conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, pour signer :

1. Tout accord ou visa donné au mandataire du maître d'ouvrage nécessaire à l'exercice de ses missions pour une opération d'investissement ;
2. Toute décision d'engagement des phases successives d'une opération d'investissement dont le coût prévisionnel provisoire de réalisation ou le coût prévisionnel définitif de réalisation est inférieur à 7,6 millions d'euros, ainsi que toute décision de modification du programme de cette opération d'investissement, de son enveloppe financière prévisionnelle, des missions ou de la rémunération de la SNCF ;
3. Pour une opération d'investissement dont le coût prévisionnel provisoire de réalisation ou le coût prévisionnel définitif de réalisation est égal ou supérieur à 7,6 millions d'euros, toute décision de modification du programme de l'opération d'investissement, de son enveloppe financière prévisionnelle, des missions ou de la rémunération de la SNCF sous réserve que cette modification reste inférieure à 5 % du montant de l'enveloppe financière fixée par RFF ou à 5 % du forfait de rémunération ;
4. Toute décision d'approbation des phases d'études pour les opérations d'investissement dont le coût prévisionnel provisoire de réalisation ou le coût prévisionnel définitif de réalisation est inférieur à 7,6 millions d'euros ;
5. En tant que directeur de programme délégué à la SNCF, toute décision de retrait ou de rattachement d'une opération à ce programme d'investissement ;
6. Tout accord donné au directeur d'opération délégué pour désigner une autre personne responsable des marchés ;
7. Tout accord, dans la limite de 1,5 million d'euros, sur les règlements amiables ou les versements des indemnités dans le cadre des relations avec les cocontractants ;
8. Tout contrat autre qu'un marché, convention (à l'exception de toute convention de mandat de maîtrise d'ouvrage d'un montant supérieur à 1,5 million d'euros) et protocole nécessaires à la réalisation d'une opération d'investissement, ainsi que leurs avenants ou décisions de poursuivre, dont le montant ne dépasse pas 7,6 millions d'euros ;
9. Le quitus délivré au mandataire du maître d'ouvrage ;
10. Toute demande d'autorisation administrative nécessaire à la réalisation d'une opération d'investissement ;
11. La décision arrêtant le coût prévisionnel provisoire de réalisation ou le coût prévisionnel définitif de réalisation, lorsque ce coût est inférieur à 7,6 millions d'euros.

Article 6

Les délégations consenties à M. Trannoy (Patrick) par la présente décision, le sont dans les conditions suivantes :

1. Elles sont exercées dans le cadre des attributions qui ont été dévolues à M. Trannoy (Patrick) en qualité de directeur des opérations LGV Est européenne ;
2. Elles sont exercées dans la limite des affaires que le président se réserve ;
3. Elles sont exercées dans le respect des procédures et des règlements en vigueur dans l'établissement, notamment celles relatives au comité des investissements, au règlement général des marchés et au référentiel des conventions de financement ;
4. Le délégataire rend compte de l'utilisation faite de ses délégations au président ainsi qu'au directeur général dans les conditions fixées par eux.

Article 7

En cas d'absence et d'empêchement de M. Trannoy (Patrick), délégation est donnée à M. Cuccaroni (Alain), adjoint au directeur des opérations LGV Est européenne, à l'effet de signer tous les actes ou documents dont la signature a été déléguée par la présente décision.

Article 8

Cette décision annule et remplace les délégations consenties à M. Trannoy (Patrick) et à M. Cuccaroni (Alain) le 16 décembre 2002, le 15 janvier 2003 et le 18 juillet 2003.